



Projet

Menaces des industries extractives et infrastructures de développements
qui pèsent sur les habitats de grands singes dans le bassin du Congo et les
communautés locales

**DOCUMENTATION ET CONSULTATION SUR L'EXPLORATION
ET EXPLOITATION DU GAZ DANS LE LAC KIVU, TERRITOIRE
D'IDJWI AU SUD-KIVU**

RAPPORT DE MISSION

Par : Laurette KABEDI DISANKA /*Chargée de Projet*
Blaise MUDODOSI MUHIGWA /*Coordonnateur National*

Octobre 2023

CONTENU DU RAPPORT

1. INTRODUCTION	2
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	2
1.2.1. <i>Objectif général</i>	3
1.2.3. <i>Objectifs spécifiques</i>	3
2. DEROULEMENT DE LA MISSION ET RESULTATS OBTENUS	5
2.1. DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU	5
2.1.1. <i>Civilités</i>	5
2.1.2. <i>L'atelier de partage d'informations et d'échanges d'expériences sur les questions liées à l'exploitation du gaz dans la province du Sud-Kivu</i>	6
2.1.3. <i>Réunion avec les acteurs de la société civile d'Idjwi Nord à Bugarula</i>	8
2.1.4. <i>Réunion avec les acteurs de la société civile d'Idjwi Sud à Kashofu</i>	8
2.1.5. <i>Réunions communautaires tenues à Kagohwa et Kisiza</i>	9
2.2. DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU	10
2.2.1. <i>L'atelier de partage d'informations et d'échanges d'expériences sur les questions liées à l'exploitation du gaz dans la province du Nord-Kivu</i>	10
1) Exposés et partages d'expériences	10
a) <i>Expériences de APEM</i>	10
b) <i>Expériences de Save my World</i>	11
c) <i>Expériences des scientifiques de l'institution (ULPGL)</i>	11
d) <i>Expériences de la coordination des acteurs de la Société Civile, bureau de coordination du Nord-Kivu</i>	12
e) <i>Expérience de FECOPEIL</i>	13
f) <i>Expériences de Extinction Rébellion (XR)</i>	13
g) <i>Expériences de IDPE</i>	13
h) <i>Expériences du Réseau CREF</i>	14
2) Travaux en carrefours et plénière	14
a) <i>Groupe A</i>	14
b) <i>Groupe B</i>	15
3. CONCLUSION	17
3.1. PRINCIPAUX CONSTATS	17
3.2. RECOMMANDATIONS.....	18
4. ANNEXES	0
4.1. QUELQUES IMAGES DE LA MISSION	0
4.2. LISTE DE PRESENCES.....	2

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE DE LA MISSION

Le projet « Menaces des industries extractives et infrastructures aux habitants de grands singes du bassin du Congo et les communautés locales » réalisé par APEM et RFUK vise à mobiliser les acteurs nationaux et internationaux pour essayer d'exposer et chercher à stopper les risques ou menaces croissants des impacts des 30 blocs pétroliers et gaziers, ainsi que les activités de l'exploitation forestière et le développement des infrastructures sur les habitats des principales espèces de grands singes et les populations dépendantes de forêts en RDC. Il vise également de protéger les tourbières de la Cuvette Centrale, et autres terres d'importance pour la vie des communautés locales et peuples autochtones.

Ce projet se réalise dans un contexte particulier de la RDC où l'exploitation du bois à travers des exploitations industrielles connaît des problèmes de gouvernance comme le non-respect du moratoire, conversion non conforme des concessions vers la conservation REDD+, des exploitations en dehors des concessions et les coupes pendant que les suspensions de certaines concessions, etc.

Du côté des hydrocarbures, il s'agit du lancement de l'appel à manifestation d'intérêt au niveau international et national de 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers en juillet 2022. Ce programme du gouvernement n'a pas laissé la société civile silencieuse. Les ONGs se sont prononcés en contestant ou en appuyant ce projet. Le respect des lois et engagements du pays a été au centre de plusieurs débats.

APEM se trouve dans le camp de ceux qui pensent que ce programme est dangereux et porte atteinte aux tourbières, aires protégées et forêts constituant l'espace de vies des communautés locales et peuples autochtones et des grands singes. Dans sa lutte pour empêcher le développement de ce programme, APEM travaille avec plusieurs organisations nationales et internationales dans une campagne et plaidoyer revendiquant le respect des lois du pays ainsi que les engagements pris au niveau international par exemple CAFI et CDB 30x30. Des réunions, ateliers, des déclarations auxquels APEM a participé ou co-signé vont dans le sens de demander au gouvernement congolais d'abandonner ce projet et tout récemment de ne pas s'engager dans le projet EACOP qui faciliterait l'exploitation du pétrole à l'Est de la RDC.

L'appel à manifestations d'intérêt pour les 30 bloc évolue lentement, seuls les blocs gaziers du lac Kivu semble intéresser et ont déjà obtenu les preneurs ¹(SYMBION POWER & RED pour le Bloc

¹ Communiqué n°001/CAO/MIN-HYDRO/2023 du 13 Janvier 2023

de Makelele, ALFAJIRI ENERGY CORPORATION pour le Bloc de Lwandjofu et WINDS EXPLORATION AND PRODUCTION LLC pour le Bloc Idjwi). Pour ce qui concerne les blocs gaziers, ceux se trouvant sur la côte de Nganzi viennent de trouver les sociétés intéressées parmi lesquelles le ministère des hydrocarbures vient de présélectionner 2 à savoir : PERENCO REP SARL et SONAHYDROC SA².

Pour renforcer son plaidoyer et le réseautage autour de cette campagne partant de bas en haut, du local, provincial au national ; APEM a organisé cette mission pour rencontrer et discuter avec les parties prenantes plus particulièrement les communautés locales et autochtones qui pourront être impactés par cette activité d'exploitation du gaz du lac Kivu. Cette mission de 2 semaines lui a permis d'arriver au Sud et au Nord-Kivu et d'entrer en contact avec les acteurs de l'administration, de la société civile les chefs coutumiers et les communautés locales et peuples autochtones d'Idjwi.

1.2. OBJECTIFS

1.2.1. Objectif général

De manière générale la mission avait pour objectif de créer et de renforcer les alliances au niveau local et provincial pour renforcer le plaidoyer contre l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en RDC.

1.2.3. Objectifs spécifiques

Spécifiquement la mission avait pour objectif de :

- Partager les expériences avec Réseau CREF et autres acteurs provinciaux et locaux engagés dans la lutte contre l'exploitation des hydrocarbures ;
- Recueillir les témoignages et avis des communautés d'Idjwi sur la question de l'exploitation du gaz dans le lac Kivu en particulier et celle du pétrole en RDC en général ;
- Jauger le degré d'implication et information de l'administration provinciale et locale dans le projet des blocs et avoir leurs avis et perspectives ;
- Enregistrer les recommandations des CLPAP qui pourraient être touchés par cette exploitation pétrolière afin d'enrichir la note des plaidoyers basée des informations collectées auprès des communautés ;

² Communiqué n°009/CAO/MIN-HYDRO/2023 du 24 Août 2023

- Jauger le niveau d'information des CLPA sur le programme du gouvernement des 27 blocs pétroliers et 3 gaziers ainsi que leurs avis et perspectives ;
- Vérifier s'il y a eu les sociétés sélectionnées ou autres investisseurs sont passés dans le territoire d'Idjwi par rapport à l'exploitation des hydrocarbures et quel message ont-ils laissée sur leur passage ;
- Sensibilisation des CLPAP (communautés locales et peuples autochtones pygmées) d'Idjwi et l'administration locale sur les impacts de l'exploitation des hydrocarbures à travers le test du manuel élaboré par CORAP ;
- Échanger sur les alternatives pouvant être développer dans la zone en lieu et place de l'exploitation du pétrole et du gaz.

1.3. METHODOLOGIE

Cette mission a été conduite par la chargée de projet et le coordonnateur qui sont arrivés à Bukavu, Idjwi et Goma. Partout où ils sont arrivés, ils ont eu à à présenter les civilités aux autorités des secteurs (hydrocarbures et environnement) et des entités (administrateur du territoire et chefs de chefferie). Les activités ont été facilitées sur le plan logistique par les partenaires de APEM dans ces deux provinces touchées par la mission. Il s'agit de AFRICAPACITY pour ce qui concerne le Sud-Kivu et du Réseau CREF pour ce qui concerne le Nord-Kivu.

Deux réunions ont été tenues à Bukavu et à Goma. Elles ont regroupé autour de l'équipe de la mission les acteurs de la société civile travaillant sur les thématiques environnement, hydrocarbures et droits des communautés. A ceux-là, il est important de signaler la participation actives des scientifiques travaillant ou faisant des recherches sur le Lac Kivu et ses ressources dans lesquels nous avons le gaz méthane.

Sur le terrain, à Idjwi nous avons bénéficié l'appui logistique de UPADIS, une ONG locale autochtone œuvrant dans le territoire d'Idjwi. Deux réunions ont été organisées avec les acteurs de la société civiles dans la partie nord, chefferie de Rubenga à Bugarula et au sud dans la chefferie de Ntambuka à Kashofu. Deux communautés autochtones de l'île d'Idjwi ont été visitées, celle riveraine de Kagohwa et celle de Kisiza. Des réunions communautaires ont permis à ces dernières des s'exprimer sur la question dont ils n'ont pas suffisamment d'information avec des parallélismes par rapport à ce qu'ils avaient connu dans le secteur forestier.

De toutes ces rencontres et réunions, APEM a réussi à comprendre la dynamique locale sur la question du gaz du lac Kivu, les perspectives et les ambitions des uns et des autres. Ceci était important pour qu'elle sache quelle position à prendre par rapport à l'exploitation du gaz et des blocs dont les exploitants sont déjà connus.

2. DEROULEMENT DE LA MISSION ET RESULTATS OBTENUS

2.1. DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU

2.1.1. Civilités

A Bukavu comme à Idjwi, les civilités que l'équipe de la mission a été appelée à faire auprès des autorités politico-administratives et coutumières ont été aussi des occasions de partage d'informations et de comprendre le degré d'implication de ces dernières dans les projets de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu.

Partout l'objectif de la mission a été présentée clairement et ensuite répondre à plusieurs questions posées par nos interlocuteurs. Les interrogations allaient dans le sens de (1) connaître davantage sur ce qui est planifié, ce qui est déjà fait par rapport à ce projet des hydrocarbures-pétrole et gaz ; (2) savoir quelle est la position qui est la nôtre sur ce projet.

Dans certains cas, nous nous sommes retrouvés devant les « nouvelles » autorités qui n'ont pas assez d'information sur le processus et qui n'ont pas encore participé à une quelconque réunion à ce sujet ; c'est le cas du ministre provincial des hydrocarbures du Sud-Kivu, l'administrateur de territoire d'Idjwi, etc.

Dans d'autres cas, nous avons rencontrés les administratifs qui d'une certaine manière ont déjà été convié à Goma pour des réunion sur le Gaz du lac sans trop de détails sur les blocs, les soumissionnaires, contrats, etc. c'est le cas par exemple du chef de division des hydrocarbures du Sud-Kivu.

A toutes ces occasions, nous avons partagé les informations sur le programme du gouvernement sur le 27 blocs pétroliers et 3gaziers, en essayant de mettre nos interlocuteurs à la page, car nous avons constaté qu'ils n'avaient pas assez d'informations. Au cours de nos échanges, nous avons été informés l'expérience de la République du Rwanda sur le dégazage, il y a eu des conséquences négatives qui ont engendré des maux formations à la naissance des enfants.

Au niveau du Sud-Kivu, les autorités se sont pleins du fait qu'elles ne sont pas suffisamment comme leurs collègues du Nord-Kivu impliquées dans les recherches et réflexions visant à exploiter les gaz du lac Kivu qui se trouve entièrement au Sud-Kivu. Un appel a été fait pour plus d'implication des entités concernées et les communautés qui pourront être impactées par ces exploitations. Des plaidoyers convaincants sont à mener afin de pousser le gouvernement à faire signer aux sociétés les cahiers des charges avec les besoins discutées et identifiés par les communautés avant de venir

exploiter le Gaz, dans lesquelles les responsabilités à remplir y seront insérées. Et que le gouvernement veille à leur mise en application par ces investisseurs.

Des questionnements au niveau de la coordination provinciale de l'environnement du Sud-Kivu sont intéressantes. Ils ont conduit tous nos échanges avec les autorités et administratifs rencontrés lors de cette mission. Il s'agit de :

- Cette exploitation profitera à qui ?
- En quoi ça nous sera utile ?
- Est-ce que le gouvernement sera capable de réparer les dégâts qui émaneront de cette exploitation de Gaz dans le lac-Kivu ?

Les efforts de restauration des forêts de Nyamusisi sont à encourager car le dégazage du lac doit dégager du carbone qui doit être capté par les forêts. Les reboisements de tous les flancs du lac est une priorité si l'on s'inscrit dans une logique d'exploitation et gestion des impacts. A Nyamusisi on assiste maintenant au retour de la forêt et des animaux sauvages, ceci entre dans la vision de APEM qui consiste à protéger et restaurer les espèces menacées dans la nature.

Toutes les autorités visitées ont bien accueilli cette mission et ont exprimé leurs soutiens pour son bon déroulement.

2.1.2. L'atelier de partage d'informations et d'échanges d'expériences sur les questions liées à l'exploitation du gaz dans la province du Sud-Kivu

Cet atelier a réuni 18 participants de la société civile principalement dont 12 hommes et 6 femmes. 3 experts chercheurs du Lac Kivu ont aussi pris part aux échanges. Les activistes et acteurs de développement accompagnant les communautés locales et peuples autochtones sur plusieurs thématiques de gestion des ressources naturelles. Les chercheurs sont les professeurs de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu qui participent aux projets d'exploration du gaz et autres ressources du Lac Kivu.

- 1) Les présentations et échanges lors de cet atelier ont tournés sur les points suivants :
- 2) La présentation de la mission et du Projet « Menaces) de APEM
- 3) Expériences du travail sur le programme de blocs pétroliers et gaziers
- 4) Réflexions et échanges sur les perspectives afin d'améliorer le travail de la société civile autour de la question des blocs pétroliers et gaziers

De cet atelier, nous pouvons noter :

La présentation de APEM du travail qu'elle fait à partir de Kinshasa sur les questions des hydrocarbures. Le besoin de renforcer ce travail avec des alliances locales et provinciales pour plus de forces et impacts.

Sur le Gaz, les trois sociétés pour les 3 blocs du lac Kivu sont déjà connues. APEM est préoccupée de la manière dont les sélections de ces dernières à cause de :

- L'inexpérience : l'une d'entre elle n'a été créée l'année passée, en 2022 ;
- L'inexpérience : l'une qui n'a fait que l'exploitation du gaz par forage et qui devra mettre en place des capacités sur l'exploitation à travers le pompage ;
- Fiscalité : l'une de ces sociétés n'est pas en ordre avec les services de taxes et impôts de son pays et aurait été même désactivée

Le lac dispose de plusieurs types ou sortes de gaz dont le plus important est le gaz méthane. L'exploitation qui a commencée à Kabuno concerne le gaz carbonique. Dans cette baie du lac Kivu, il n'y a pas de gaz méthane.

La présence du gaz méthane dans le lac constitue un danger pour les populations riveraines et les villes proches (Bukavu et Goma pour ce qui concerne le côté congolais). Sa mauvaise exploitation présente plus de danger que le laisser enfouie dans l'eau. C'est pourquoi l'expérience des sociétés sélectionnées et les capacités d'application de la loi par les entités locales doivent préoccuper toute personne travaillant pour l'environnement, climat, droits humains et le développement en général.

L'insistance de ce programme des blocs des hydrocarbures de s'implanter dans les zones critiques et des aires protégées n'est pas compréhensible. Les engagements des gouvernements à utiliser ses potentiels en ressources naturelles pour aider l'humanité à faire face aux effets de changement climatiques a été exprimés sans équivoque sur plusieurs tribunes du monde. Et le slogan « Pays solution » est présenté partout. L'engagement dans des projets destructeurs de l'environnement ne serait-il pas entré en contradiction avec ses ambitions ?

Le gaz étant une menace même s'il n'est pas exploité. Une évaluation de risque devrait être faite en amont avec des mesures de mitigation de grande envergure avant toute décision de s'engager vers son exploitation. A savoir que le voisin (Rwanda) exploite le gaz méthane tiré de la même nappe sur laquelle la RDC mise. Quelle position prendre devant ce dilemme.

L'implication des scientifiques est nécessaire pour bien comprendre les implications avant de se positionner. Pour les chercheurs participants à l'atelier, ils sont prêts à collaborer et à partager les informations et les données pour éclairer les décisions. Il y a plusieurs confusions quand on parle du gaz du lac Kivu. il en a de plusieurs sorte et ceux qui ont déjà atteint le taux de saturation élevé

à 100%. Le dossier de l'exploitation du gaz dans le lac Kivu n'a pas commencé avec la mise aux enchères de 3 blocs gazier. Il existe plusieurs documents déjà signés par le gouvernement (prescriptions et engagements).

2.1.3. Réunion avec les acteurs de la société civile d'Idjwi Nord à Bugarula

Sous la facilitation de UPADIS, cette réunion a connu la participation d'un total de 15 participants dont 4 femmes.

A l'issue de cette réunion, nous avons partagé et recevoir plusieurs informations sur le gaz du lac Kivu.

Le Rwanda exploite le même gaz méthane dans sa partie du lac Kivu. Labas, il s'observe des impacts négatifs qui s'observe quelques cas de maladies inconnues et des malformations lors des naissances. Quand dans un pays où la loi s'applique dans toute sa rigueur on observe des dérapage ou l'exposition des populations riveraines des zones d'exploitation aux effets toxiques du gaz, à fortiori en RDC ! Le risque est grand.

Il faut renforcer le monitoring comme l'ONG Justice pour tous l'a fait pour suivre l'exploitation du coltan sur l'île.

La question de savoir à quand le début de l'exploitation, si la population est préparée pour cela et les impacts positifs et négatifs n'ont pas trouvé des réponses précises, car plusieurs paramètres de ce processus nous échappent. Cependant, il a été noté que les impacts sont très graves et leurs réparations sont impossibles. Il n'existe pas l'exploitation des hydrocarbures avec zéro impact négatif.

La carte des tous ce bloc se trouvant dans le lac Kivu n'est pas disponible, même auprès des autorités politiques, administratives et locales.

Les études d'impact environnementales et sociales pour ces exploitations ne sont pas encore réalisées. Ils devraient précéder les signatures des contrats pour que les sociétés sachent l'ampleur de leurs engagements en termes d'impacts sur lesquels elles sont aussi à travailler.

Une recommandation a été formulée pour développer un système d'alerte efficace au niveau local et impliqué les représentants des peuples au niveau du parlement pour qu'ils interpellent les ministres en cas de problème.

2.1.4. Réunion avec les acteurs de la société civile d'Idjwi Sud à Kashofu

Toujours sous la facilitation de UPADIS, cette réunion a connu la participation d'un total de 15 participants dont 4 femmes.

Pendant cette réunion, les inquiétudes des participants ont tourné sur la non implication des partie prenantes dans ce programme du gouvernement de procéder à l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu à travers des sociétés déjà identifiées mais qui n'ont jamais foulé leurs pieds à Idjwi.

Faire quelque chose pour moi sans moi, même si c'est pour mon bien ; c'est en quelque sorte le faire contre moi a-t-il déclaré une participante. Sans implication, ni consultation de la société civile, ce programme est voué à l'échec. Il risque de connaître beaucoup de contestations et résistances. Même les chefs coutumiers ne sont pas impliqués dans ce processus, même pas informés. C'est Kinshasa qui impose sa volonté. C'est dans de cas pareil qu'on peut assister au déplacement des populations volontaire ou pas.

L'action de APEM a été saluée. Le fait de d'ouvrir les yeux des populations pour que ces dernières s'impliquent véritablement car leur avenir en dépend.

Les participants ont voulu connaître plus le boc qui va exploiter le bloc d'Idjwi (Winds basée à Houston) et la chercher pour lui poser des questions. Elle n'a pas de représentation à Idjwi, Bukavu et même à Goma.

La question étant très importante comme elle peut impacter les vies des populations, il a été suggérer de continuer à échanger avec les communautés locales et autochtones et garder contact avec les alliés de la société civile pour travailler ensemble. Est-il aussi important d'impliquer les communautés locales et autochtone de Kalehe qui sont aussi concerné par le gaz du lac Kivu et dispose aussi de bloc gazier.

2.1.5. Réunions communautaires tenues à Kagohwa et Kisiza

L'équipe de la mission a eu deux occasions fantastiques de communion avec les peuples autochtones sur l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu. Ces réunions communautaires ont regroupé tous les habitants présents dans les villages (adultes valides et jeunes).

Dans le village riverain de Kagohwa, la crainte a été visible sur les visages des participants après avoir appris la nouvelle de l'exploitation qui ne peut se faire sans impacter négativement leurs espaces de subsistance, à l'occurrence le lac. Leur chef a déclaré que « *nous avons fui Nyamusisi après avoir perdu toutes ses forêts suites aux exploitations pratiquées par les bantous. Aujourd'hui,*

ils du et autour du lac. Leur vie en dépend à telle enseigne que si les eaux du lac sont polluées ; nous serons les premiers à en mourir ».

Dans le village de Kisiza, les autochtones se sont aussi plaint de spoliation de leurs terres dont ils sont toujours victimes. Ils ont trouvé le projet de l'exploitation du gaz dans le lac comme quelque chose qui viendra aggraver leur situation. Un participant avait mentionné le fait que « *quand la société arrivera, risque de ne pas arriver ici. Elle peut s'arrêter à Goma. L'un de son impact positif peut constituer un malheur pour nous. Donner du travail (argent) à ceux qui convoitent nos espaces* ».

Dans tous les deux villages, un sursaut a été observé. Une volonté de savoir plus de ce processus ainsi que d'en être impliqués non seulement par simple figuration ; mais pour que les voix locales portent et orientent les actions selon les volontés de la base.

2.2. DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU

2.2.1. L'atelier de partage d'informations et d'échanges d'expériences sur les questions liées à l'exploitation du gaz dans la province du Nord-Kivu

La particularité de cette réunion que nous avons organisée à Goma avec la facilitation du Réseau-CREF est que les participants ont partagé leurs expériences sur les hydrocarbures comme ils en ont.

Parmi les participants (04 femmes et 15 hommes) nous avons connu la participation de l'expert de l'Observatoire Volcanologique de Goma (OVG) et de l'Université de la place.

1) Exposés et partages d'expériences

a) Expériences de APEM

L'APEM a eu à faire sa présentation sur le projet menaces des industries extractives et infrastructures du développement qui pèsent sur les habitats de grands singes dans le bassin du Congo et les communautés. Elle a présenté ses réalisations en insistant sur la consultation des acteurs de la société civile de Kinshasa et de quelques provinces, consultation qui nous a permis à identifier les positions des uns et des autres (1) ceux qui sont pour, (2) ceux qui exigent des préalables et (3) ceux qui sont contres. La majorité se trouve dans ceux qui mettent en avant les préalables avant que le gouvernement puisse se lancer à l'exploitations des hydrocarbures, en proposant des alternatives pouvant permettre au gouvernement de prendre une bonne décision par rapport à ce problème de la vente des blocs pétroliers et gaziers. APEM se positionne parmi ceux qui sont contres l'exploitation

des hydrocarbures car non seulement ses impacts sont irréparables mais aussi ça contrarie le rôle salvateur que la RDC veut se doter dans la lutte pour le changement climatique.

APEM a également partagé avec les acteurs de la société civile, l'expérience de sa mission d'une manière synthétique. En montrant comment parmi les 3 sociétés qui ont été sélectionnées, il n'y a eu que 2 sociétés qui ont signées le contrat avec le gouvernement de la RDC et l'autre compte le faire bientôt. La position des acteurs au niveau du Sud-Kivu (Province et Territoire) n'est pas claire par rapport l'exploitation du gaz dans le lac Kivu. Mais il se dégage une grande majorité qui estime qu'il est important de le faire pour deux raisons majeures : (1) comme le Rwanda le fait déjà et vient vendre le courant issu de cette exploitation à Goma, il peut épuiser le stock comme il est dans une seule nappe. (2) le danger qu'il constitue en termes de danger en cas d'explosion possible lors d'une éruption volcanique ou contact avec les laves du volcan en ébullition.

b) Expériences de Save my World

Les acteurs de cette Organisation nous ont informé qu'ils ont eu à mener des actions en vue d'interpeler les autorités sur les questions des blocs pétroliers et gaziers.

Ils ont eu à véhiculer le message contre le projet EACOP. Comme stratégie, ils ont utilisé les Artistes pour faire passer le message. Ils ont pensé qu'ils ne resteront pas seulement dans la rue, en tant qu'activiste, mais ils ont mené un plan des plantations d'arbres qui pourrait jouer un grand rôle dans la séquestration de Co2, qui peut être libérée dans le Golf de Kabuno, tout en impliquant les communautés locales, car avec la technique que le gouvernement est en train d'utiliser, qui est celle d'exclure les communautés.

Les activistes de Save my World pensent que le gouvernement devrait mettre les communautés au centre des solutions, en vue de leur faire profiter de tout ce qu'ils sont en train de faire comme exploitation. Ils ont des interventions dans l'éducation environnementale et dans la valorisation de tout ce qui est pollué. Ceci en vue de remettre la nature à son état initial, c'est-à-dire remettre la couleur verte à l'environnement ou à la nature. Ils travaillent en consortium avec les acteurs de la société civile, ils invitent tout le monde à les accompagner pour trouver une solution générale et durable.

c) Expériences des scientifiques de l'institution (ULPGL)

Ils pensent qu'il fallait réfléchir autour des quelques questions notamment :

- Comment assurons-nous notre sécurité environnementale ? Car il y a une sécurité alimentaire qui dépend de la sécurité environnementale. Il y a la sécurité Humaine qui nécessite d'avoir un garde du corps. Il y a aussi la loi que nous devons suivre et respecter ;

- Quelles sont les stratégies à mettre en place pour promouvoir l'approche de « Bottom-up » ? ;
- Est-ce qu'il y a une planification d'explications des ressources naturelles en RDC ? ;
D'après les études faites de 2012 à 2016, les scientifiques se sont rendus compte qu'un potentiel en énergie hydro-électrique vaut 100 milles Méga watt. Et si la RDC exploite seulement ça, il pourrait éclairer toute l'Afrique et d'autres pays pourront payer la RDC pour bénéficier de l'électricité ;
- Ils pensent également que la RDC doit promouvoir le tourisme, car déjà avec le Volcan et le développement au poste Volcano au Nord-Kivu, les gens payent 30 dollars, en moyenne il y a 500 personnes visiteurs qui arrivent par jour et dans une année, cela pourrait générer combien ? ;
- Ils ont proposé comme alternatives l'hydro-électricité et l'énergie Solaire. Déjà à Goma, il y a une station de captage et de pompage de l'eau qui fonctionne à travers l'énergie Solaire.

d) Expériences de la coordination des acteurs de la Société Civile, bureau de coordination du Nord-Kivu

Parmi les actions qu'ils mettent en œuvre sur la thématique, il y a effectivement le plaidoyer régional pour la préservation des écosystèmes du Parc National de Virunga. Ils pensent qu'il fallait que la question de gaz méthane soit traitée avec les Organisations des pêcheurs sur le Lac-Kivu de la RDC et du Rwanda. Ils pensent que les pêcheurs eux-mêmes vont porter ce plaidoyer ;

Ils ont dit qu'ils sont en train de discuter avec WWF, sur comment encadrer les associations des pêcheurs qui se trouvent sur le Lac-Kivu, car la plupart n'a pas de documents, elle n'a que de petit acte de chef coutumier. Il est difficile pour ces les associations des pêcheurs qui manquent des documents d'affronter ce combat. C'est pourquoi qu'il compte les organiser davantage pour qu'elles soient fortes pour affronter cette campagne. Il n'y a que la Coopérative des Pêcheurs de Virunga (COPEVi) qui s'occupe que de Lac-Edouard.

Ils ont proposé, d'inter changer avec les entreprises de la RDC, afin qu'il ne puisse pas emboiter le pas avec les entreprises qui viennent détruire le Pays, car la sécurité du pays dépend de ces entreprises. Ils ont mis en place la Coalition régionale des plaidoyers en faveurs de la gestion durable des ressources naturelle dénommée la « COSPEGEL » qui regroupe les Organisations de la société civile de la RDC, notamment du Nord-Kivu, du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. Et certaines Organisations Tanzaniennes ont demandé aussi adhérer au sein de la coalition. Et cette Coalition peut nous aider comme un espace d'échanges pour que les autres aussi puissent nous aider dans ce lobbying pour engager le plus grand nombre, même pour ceux qui ne sont pas congolais, ils peuvent se lever pour prendre la parole pour défendre les intérêts des communautés de la RDC et ceux-là seront peut-être mieux écouter que les congolais eux-mêmes.

Les entreprises qui exploitent le pétrole et le Gaz ne viendront pas s'installer elles-mêmes, elles passeront par d'autres Entreprises de la RDC, comme PPP voulais le faire avec Kivu Power. Ils ont dit que l'idée était d'amener ces entreprises-là de présenter aux communautés l'étude d'impact environnementale, mais peu d'entreprise seulement qui ont répondu à cet exercice.

e) Expérience de FECOPEIL

Cette structure soutient les actions pour protéger l'environnement. Ils sont en train d'encourager les jeunes activistes à aller de l'avant, car travailler avec les communautés qui ont été remplis d'informations erronées dans leurs têtes, selon lesquelles, avec l'exploitation du pétrole, la vie va changer, cela n'est pas facile. En cherchant à les sortir ces informations de leurs têtes, elles peuvent considérer les acteurs de la société civile comme des ennemis.

Cette organisation mobilise les jeunes, les femmes et les enfants de l'école maternelle et de l'école primaire, parce qu'ils pensent que lorsque les enfants sont formés dès le bas-âges, ils pourront grandir avec l'esprit de protéger l'environnement, car les adultes ont toujours des justifications.

f) Expériences de Extinction Rébellion (XR)

Le représentant de cette organisation a insisté sur le fait que la RDC n'est pas à sa première expérience. A Muanda, il y a constaté les impacts négatifs de l'exploitation de PERENCO qui sont à la base de plusieurs problèmes dans la population de cette cité dont le développement est loin d'être son partage.

A part à Moanda, XR a installé le Groupe d'Extinction Rébellion à Bunia, à Kisangani en vue de mener des actions contre l'exploitation de 27 blocs pétroliers et 3 gaziers. Et au Sud-Kivu dans une localité. Ceci dans l'optique de redonner le pouvoir aux communautés locales dans toutes les localités où il y a les blocs pétroliers.

XR pense qu'il va falloir amplifier la pression sur les dirigeants à cette période pré-électorale, raison pour laquelle ils organisent une activité à Kinshasa pour cibler les dirigeants notamment le ministre des hydrocarbures ; la ministre de l'environnement et le porte-parole du Gouvernement.

g) Expériences de IDPE

Cette organisation engagée dans la campagne contre les 30 blocs pétroliers aujourd'hui a travaillé depuis 2008 avec Réseau CREF sur un plaidoyer basé sur les expériences de Tshuapa (Salonga) et d'ailleurs.

Cette structure a dénoncé le grand danger qui découlerait de la destruction de la biodiversité dans le Parc de Virunga si l'on permettait l'exploitation du pétrole dans cette aire protégée site du patrimoine mondial. Elle fait partie aussi la campagne « fossil free Virunga », qui a été une campagne de grande envergure. Elle a participé à cette campagne pour dénoncer la vente aux enchères de 27 blocs pétroliers et 3 Gaziers. Cette organisation a travaillé sur l'éducation environnementale dans quelques villages autour du Parc de Virunga avec ses partenaires internationaux.

Au niveau international, elle a déjà participé à plusieurs rencontres de plaidoyer et de partage d'expériences.

h) Expériences du Réseau CREF

Cette organisation engagée aussi, comme APEM dans la campagne contre les 30 blocs pétroliers et gaziers travaille sur un projet de mobilisation des communautés à Vitchumbi sur les ménages des activités pétrolières. L'idée est de transcender le sensationnel et ne relayer que les volontés des communautés locales et autochtones ayant toute l'information nécessaire pour bien se positionner.

Les relais communautaires ont été désignés. Ils sont renforcés en capacités pour que plaidoyer à faire puisse se baser sur leurs actions. Campagne soutenue par la communauté.

2) Travaux en carrefours et plénière

Après différents échanges autour des questions liées à l'exploitation du pétrole et du Gaz, avec les acteurs de la société civile réunis dans ce dit atelier, les participants ont constitué 2 groupes (A et B) pour réfléchir et donner les défis rencontrés au cours de cette campagne sur l'exploitation des hydrocarbures et les stratégies à utiliser pour arriver à contourner ces défis.

a) Groupe A

Les membres de ce groupe ont mentionné les défis suivants, ceux qu'ils rencontrent dans l'exercice de leurs campagnes contre l'exploitation du pétrole en RDC.

- Manque d'informations officielles et complètes sur le processus ;
- Pas de moyens financiers pour aller réaliser des actions sur le terrain ;
- Pas de divulgations de rapport national sur les différents travaux qui se font sur l'exploitation des blocs gaziers ;
- La population est effrayée par l'insécurité (les guerres) intempestives, car lorsqu'il y a des guerres la population ne saura pas se révolter ;

- La concurrence, c'est-à-dire revenir sur les mêmes actions qui ont été faites par d'autres acteurs et cela diminue les forces des acteurs de la société civile ;
- Les scientifiques pensent que les activistes ont des cibles qui ne sont pas élargies, car ils peuvent sensibiliser à des écoles et dans des églises, afin que les jeunes se joignent à eux, en vue de consolider les actions qui sont en train d'être menées sur le terrain ;
- Diabolisation des acteurs de la société civile par les dirigeants politiques auprès des communautés.

Quant aux stratégies proposées par la Groupe A pour contourner ces défis, nous citons :

- La hiérarchisation des actions au niveau local, régional et international ;
- La création d'un consortium des acteurs locaux, régionaux et internes sur un problème qui concerne le pays.

b) Groupe B

Les membres de ce groupe ont identifié les défis suivants :

- Les informations erronées sur les avantages du processus, mais aussi privation des informations sur les désavantages du programme des exploitations des fossiles de la part du gouvernement ;
- Le problème lié aux financements des actions des acteurs engagés dans la campagne ;
- La contre campagne de la société civile, diabolisation des actions des OSC ;
- Pas de collaboration entre les acteurs de la société civile et les décideurs ;
- La faible implication des scientifiques dans les organisations de la société civile ;
- La faible communication des actions menées par les activistes ;
- Le non-respect des valeurs et des principes déontologiques des activistes ;
- La répression par les agents de l'ordre sur les acteurs de la société civile pendant les manifestations non violentes.

En termes de stratégies, les membre de ce groupe ont proposer :

- La sensibilisation (mise en place d'un programme de sensibilisation environnementale permanente serait nécessaire) ;
- Création d'un cadre d'échanges entre les acteurs de la société civile et les décideurs ;
- Mobilisation des fonds, accompagnement financier, pour la mise en place des différents projets pouvant assurer la gestion durable de nos forêts et pouvant aider à revendiquer les droits des communautés ;

- La collaboration des acteurs de la société civile et les scientifiques pour une organisation des recherches conjointes serait nécessaire ;
- La capacitation des acteurs de la société civile sur les valeurs et les principes déontologiques serait nécessaire ;
- La collaboration entre les décideurs et les acteurs de la société civile peut résoudre le problème d'oppression lors des manifestations non violentes des acteurs de la société civile.

3. CONCLUSION

3.1. PRINCIPAUX CONSTATS

- La dynamique des organisations de la société civile sur les questions des hydrocarbures se porte mieux à l'est de la RDC qu'à l'ouest. Nous avons rencontré des anciennes et jeunes organisations voire même les mouvements sociaux qui sont engagés de manière plus ou moins coordonnée dans la campagne contre les hydrocarbures dans les forêts en RDC.
- Les informations sur les blocs gaziers ne sont pas disponibles auprès des parties prenantes. Seules quelques poignées des chercheurs et administratifs disposent des informations et données générales sur le gaz et le lac Kivu. La vente des 3 blocs gaziers et toutes les informations sur la suite de leurs conclusions ne sont pas disponibles. Conséquence, il n'y a ni carte ; ni contrat récemment signé même dans les bureaux du service concerné, celui des hydrocarbures.
- La province du Sud-Kivu n'est pas concernée que par les blocs gaziers. Elle dispose aussi des blocs pétroliers dans le lac Tanganyika situé dans sa partie sud frontalière avec la province portant le même nom et le Burundi pays voisin.
- Idjwi n'a pas d'électricité. Les quelques expériences de recours à l'énergie photovoltaïque marchent très bien dans la partie nord de l'île. Les routes sont en état de délabrement très avancés.
- Les parties prenantes, même les proches des décideurs n'ont pas été impliquées dans la prise de décision de vente des blocs gaziers. Les chefs coutumiers et les communautés locales n'en savent rien. Ils ne savent pas à quelles étapes seront-ils impliqués. Les peuples autochtones pygmées ont déploré le non-respect du CLIP prévu dans la loi de 2022 portant promotion et protection de leurs droits.
- De toutes les sociétés sélectionnées et celles qui ont déjà des contrats avec l'Etat congolais pour exploiter le gaz dans le lac Kivu (partie intégrante du Sud-Kivu), aucune ne dispose d'un bureau que ça soit à Bukavu, chef-lieu de la province ou moins encore à Idjwi ou Kalehe.
- La crainte de l'explosion probable du gaz méthane si rien n'est amène les acteurs à soutenir son exploitation pour épargner les villes et villages environnant le lac du danger. A ce sujet, les scientifiques ont estimé que le danger d'explosion n'est pas imminent. D'ailleurs, une mauvaise exploitation serait plus dangereuse. Un autre enjeu (politique) par rapport à l'acceptation de l'exploitation du gaz méthane est le fait l'exploitation avait commencé depuis longtemps et continue.

3.2. RECOMMANDATIONS

- Renforcer le partage d'informations sur le processus ainsi que les impacts négatifs de ces activités. Le guide de CORAP est à adapter (simplification et traduction en langues locales) et disséminer auprès des toutes les parties prenantes.
- Travailler avec les organisations locales de la base (comme UPADIS) pour surveiller le processus à partir de base. Un plaidoyer est possible en impliquant les pêcheurs comme c'est le cas avec Virunga.
- Ajouter le territoire de Kalehe pour bien couvrir les espaces où il est prévu d'exploiter le gaz méthane sans oublier la partie sud du Sud-Kivu pour travailler sur les blocs gaziers (Uvira et Fizi).
- Renforcer le plaidoyer visant à mettre en place des projets pour développer les alternatives énergétiques en capitalisant les potentiels existants (soleil, vent et rivières). Mise en œuvre sur terrain des projets de développement en priorisant ceux travaillant sur l'agroforesterie.
- Mobiliser les acteurs provinciaux et locaux autour d'une campagne contre les blocs pétroliers se trouvant dans le lac Tanganyika. Ces derniers ne sont pas suffisamment évoqués dans les médias pendant que la proximité avec la Tanzanie et l'océan Indien peut favoriser leurs achats.

4. ANNEXES

4.1. QUELQUES IMAGES DE LA MISSION



Réunion avec les acteurs à Bukavu



Réunion avec les acteurs à Kashofu



Réunion avec les acteurs à Bugarula



Réunion avec les acteurs à Goma

Réunion communautaire à Kagohwa



Réunion avec les acteurs à Kisiza



4.2. LISTE DE PRESENCES



Réunion : Réunion avec les OSC Sud-Kivu sur le Gaz Lac-Kivu
 Lieu et Date : Bukavu, 03/10/2023

N°	Noms	Provenance Structure	Qualité	Téléphone / Mail	Signature
1	IBUCWA LIPANDA Jfreine	BUKAVU	Coord Ndtant TRAFFIC-ROC	ibucwa@trafficoil.com 097259892	
2	Serge TENDILONGE	BUKAVU	PM / AFRICAPACITY	africapacity.1@gmail.com 097793941	
3	Samuel KIKOBYA	Bukavu	AMI IROFAE	0970928951 Samk@gmail.com	
4	BERNARD MUBARUKA	BUKAVU	Coordo APEM-KIVU	0995491831 aped2000@yahoo.fr	
5	Jean-Marie BANTU	ERND	CP	0998766544	
6	Madone walumbwa	CAHU	Agente juridique	0976146571 madonawalumbwa@gmail.com	
7	PATRICK NYAMATUNWA	A.G.P.S	Charge de Programme	0993094934 patnyamat@gmail.com	
8	BIENTAT BAHINZI (BHWUA CIRIMWARI)	UEFA / RDC	Assistant programmeur	0973507206 bientatbahinzi@bhwua93@gmail.com	
9	ALINE WETEKARO MUNGAY	CPAKI	chargée de programme	0995053440 aliningwete@cpaki.org	
10	Marie BUAMI	ACC B	Coordinatrice	0853528941 acc.buid@gmail.com	
11	Gloria Musemakweli Jessica	SOCEARUCO	Activiste	0979501633 jessicagcoriamur	
12	INES BAHIZIRE	SOCEARUCO	Activiste	0872331329 inesbahizire@gmail.com	
13	Blaise MUBOOSI	APEM	CN	0993500006 blaisemunt@gmail.com	
14	ZAKWAMI BUSHIRI	BUKAVU.	Activiste, SOCEARUCO	0974208794/george-zakwami@gmail.com	
15	RIZIKI WALUMONA Jacques	ISP / BKV	Enseignant-chercheur	0995078222 rizikivalumona@yahoo.fr	
16	MASIKYA MUKUNYA Pascal	ISP / BKV	Professeur Ordinaire	0992969748 pascalmunya@yahoo.fr	
17	MILENIE KAMALEBO	ISP / BKV	Enseignant-chercheur	09741785133 kamalibohinzi@gmail.com	
18	KABEM BASANKA Laurette	APEM	CP	0923590538 kabemlaurette@gmail.com	

Liste de Présences

Réunion : Echange avec le OSC sur l'exploitation Gaz Lac Kivu
Lieu et Date : Bugurwa , 05/10/ 2023



N°	Noms	Provenance Structure	Qualité	Téléphone / Mail	Signature
1	Shamavu - Livingstone Charles	Bugurwa / Mafuta / UPADIS / BARWA	Coordo UPADIS BARWA	0997288790	
2	MAMPENZI FARATA Honorate	UPADIS / PYSMEE	Charge Programme	0997917817	
3	KITUMAINI WANGURANE MPOLE	JUST MWSIMBWE	Préfet des Etudes	0997129662, 0853709481	
4	Mgr Séraphin BAKERIGA	Diocèse Bumbyata	CNR	099637004 pseraphinmu@gmail.com	
5	NYANGURANE ESPoir CONST	Bugurwa / CEPAC	Représentant / P. d. la Jeune	0998025886, 097909965	
6	HABIRAGI KASIDIKA Horace	Bugurwa L'ordre de Const. de la SOCI	2 ^{me} Coprdo / territoire	0970751322 kasiidikahorace@gmail.com	
7	KIHONZI KASIDIKA	CDC / BUGURWA	Président	0993355940	
8	ESTHER MURATWA	Bugurwa CC Socialisme	Coordinatrice	0997281173	
9	BWISHE Nashashi Josephine	CENI	CA / dijuri	0997773739	
10	BOWNBO Boniface	Radio abugurwa	Journaliste Reporter	0978150832	
11	BASHIBA BORTON	UPADIS	P.A / membre	0979258185	
12	MUTUMISHI DIVIN	UPADIS	P.A / membre	0995594561	
13	MABAKA KIHUNDE ELIA	UPADIS	RPresent p.A	0974925436	

Liste de Présences

Réunion : Echange avec les OSC d'Idjuni sud sur le gaz lac Kivu.

Lieu et Date : Kushofu, 09/10/23



N°	Noms	Provenance Structure	Qualité	Téléphone / Mail	Signature
1	GLOIRE FRANÇOIS Jean	Bureau de coord. SOCIV NTAMBUKA	Président	0974752122 jgloirefrancois@gmail.com	
2	SHANYUNGU NYABAGERE ABERIS	CSC/MPene	président	0973981496	
3	BARHAKENGERA NGARUKA JOSEPH LE PETIT	SOCIV TERRITORE	Rapporteur	0974943494 barhakengera.joseph.le.petit@gmail.com	
4	NEEMA MALIBIRHA SIFA	SOCIÉTÉ CIVILE	CHARGÉE DE REPRÉSENTATION ET FAMILLE	0972377596	
5	PRISCA HABIMANA	MUSA/Id.sud	Conseillère	0977246505 0977246093	
6	MUSHAGAWA KAKENGE Lucien	CCTSC	Vice-coordo	lucienkakenge@gmail.com 0991983569	
7	AGANJE KURHATWAMUKIRE Justin	Paroisse de KASHOFU	Séminariste	0978108878 aganje.kurhatwamukire@gmail.com	
8	MIRUHO KARI Benaît	C.L.D cheffeur NTAMBUKA	Président	0990966778	
9	ARISTIDE BALALIRE	Radio Comm. KALINGA FM	Journaaliste, animateur et Technicien radio	0992425588 aristide.ari@gmail.com	
10	SIFA MBOKO	Femme leader	Enseignante	0975679175	
11	MANENO BALAGIZI Dieudonné	Eglise St-CEPAC	REVEREND-PASTEUR	0997733662, 0974671569	
12	Shannon-Livingstone-Charles	UPADIS/BATWA	Coordo	0997288790, 0977876373	
13	MAPENZI FARAJA Honnête	UPADIS/BATWA	Chf. Programms	0991317817, 0879842237	
14	KABEMI BISANKA Laurette	APEM	CP	0822590538	
15	Bluse MUBOSI	APEM	AN	0993500006	

Liste de Présences

Réunion : Echange avec les OSC du NK sur les blocs gaziers

Lieu et Date : Goma, 13/10/2023



N°	Noms	Provenance Structure	Qualité	Téléphone / Mail	Signature
1	KASENEKA MATHIEU	DUC	Directeur scientifique de l'ONG	0976045629	
2	NTUMWA BUSAMAKE JESSÉ	UCS	Chercheur	0977488359	
3	Mumbere Mbasu Nolemo	ULPGL	Enseignant	0998386842	
4	AMANGA TANZI Welcome	R. CREF	STAGIAIRE	0977308565	
5	DARCIN BASIRWA	Save My World	Activist	097152585	
6	ELISHACK BAGANDA	Save my world	Activist	0977222271	
7	JUSTIN MUTABESHA	AJUDC	Membre / Activist	+243978236836	
8	Pascal MIRINI	extinction REBELION	Activist	+24337362109	
9	Didier AKSANTI	Y4GN	Coordinateur	+243828786001	
10	KAMBASHI K. MUKURA Josue	FECOPEILE	SG	0977307498 0994175988	
11	Bantu Lukambo	IDPE	DF	0977704048	
12	Joyce HAMULI	R.REF	stagiaire prof.	0992163334	
13	Placide NZILAMBA	SOCIVIA-K	Sec. Exécutif	0976310259	
14	Espin Bulungaliza	Espace - Climat	Ambassadeur	0976185836	
15	CHARLIE BUSTAPU	Réseau CREF	Chargé de comm	0990901412	
16	CHATAIGNE DJUMA	WWF	chargé éducation environnementale	0973615774	
17	François BILOKO	Réseau CREF	S.G.	0998605665	
18	Laurette KABEDI	APEM	Chargée des Projets Nationales	0822590538	
19	Blaise MUDOBOSI	APEM	CN	0993500006	

